

UEUR (Jean-Pierre)

Député du Loiret
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 31 mars 1983] (p. 1017), [J.O. du 2 avril 1983] (p. 1044).

COMPOSITIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1983] (p. 1067).

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées [J.O. du 27 septembre 1983] (p. 2875).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1984 (n° 1726) (industrie et recherche : recherche) [19 octobre 1983] (p. 4291).

Membre suppléant de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 21 octobre 1983] (p. 3157).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'enseignement supérieur (n° 1400), [J.O. du 18 novembre 1983] (p. 3371).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 1825) [J.O. du 22 décembre 1983] (p. 3694).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1984** (n° 1726), tome XIX : **industrie et recherche : recherche** (n° 1736) [6 octobre 1983].

QUESTIONS

au **Gouvernement** : **publicité comparative** : inquiétude au sujet de la légalisation de la publicité comparative [7 décembre 1983] (p. 6130).

orale sans débat (n° 458) posée le 14 juin 1983 : **bois et forêts (politique du bois)** (p. 2542); appelée le 17 juin 1983 : **utilisation du bois de taillis pour le chauffage** : recours à ce type d'énergie pour chauffer les bâtiments administratifs; mesures pour développer cette forme de ressources énergétiques (p. 2698); rôle de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (p. 2699).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant certaines dispositions de la loi du 1^{er} août 1905** (n° 1377).

Première lecture, discussion générale : mouvement des consommateurs [14 avril 1983] (p. 295); rôle de ce mouvement; inconvénients de la loi de 1978; notion de produit dangereux; conditions normales d'utilisation des produits ou conditions prévisibles par le professionnel; règles s'appliquant aux produits importés; législations en R.F.A. et aux Etats-Unis; utilisation abusive de certains produits; collectivisme; interdiction de mise en vente; obligation de contrôle (p. 296, 297).

— **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** (n° 1400).

Première lecture, discussion générale : concertation; ses observations sur les propos de M. Raymond Barre [24 mai 1983] (p. 1382); professionnalisation; formation initiale; nombre de débouchés des formations juridiques (p. 1383); personnalités extérieures; autonomie (p. 1384).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : propos de M. Jean-Louis Masson [25 mai 1983] (p. 1457); **article 2** : missions de l'enseignement supérieur; mission de formation

[26 mai 1983] (p. 1496); **article 3** : différence de conceptions en matière de professionnalisation [27 mai 1983] (p. 1557); **article 4** : attitude de l'opposition (p. 1572); **article 10** : écoles normales [28 mai 1983] (p. 1647); **article 11** : classes préparatoires aux grandes écoles (p. 1652); **article 12** : équilibre entre ouverture de l'enseignement et professionnalisation (p. 1669); matières dominantes en premier cycle (p. 1671); **son rappel au règlement** : indique que M. Jacques Santrot avait demandé la parole contre un amendement [29 mai 1983] (p. 1699); **article 13** : second cycle; existence de doyens réactionnaires dans des facultés de droit et de milieu universitaire de droite (p. 1716); existence de certains doyens de droit réactionnaires (p. 1718); ses observations sur les amendements de l'opposition (p. 1735); son sous-amendement n° 1215 à l'amendement n° 76 de la commission (évolution prévisible des qualifications et besoins) (p. 1737); adopté (p. 1740); **article 14** : activité de chercheur de M. Yves Tavernier (p. 1742); recherche et troisième cycle [30 mai 1983] (p. 1754); **article 15** : monopole de l'Etat sur la collation des grades et des titres universitaires; **article 16** : structures de formation des enseignants (p. 1781); rôle respectif des écoles normales et des universités dans ce domaine (p. 1782); son amendement n° 535 (contenu de la formation prévue par cet article); contacts avec les cycles d'enseignement; adopté (p. 1789); son amendement n° 536 (substituant au mot « ils » les mots « les établissements d'enseignement supérieur ») : adopté (p. 1790); **article 18** : possibilité pour les établissements d'être prestataires de services à titre onéreux; contrats pluriannuels; autonomie (p. 1808); **son rappel au règlement** : suspension de séance pour une réunion « traditionnelle » des groupes de l'opposition [31 mai 1983] (p. 1827); relations entre l'université et le monde du travail; notion de « débouchés prévisibles » (p. 1831); **article 22** : arguments de l'opposition [1^{er} juin 1983] (p. 1931); **article 27** : représentation des membres de la communauté universitaire [3 juin 1983] (p. 2008); répartition des emplois dans le respect des priorités nationales (p. 2011); compte rendu du président des décisions prises dans le cadre d'une délégation; rectifie l'amendement n° 96 de la commission (p. 2015); **après l'article 27** : regroupement en un seul article des dispositions relatives au pouvoir disciplinaire (p. 2016); **article 28** : répartition des catégories de personnels au sein du conseil scientifique (p. 2019); nombre de professeurs et personnels au sein de ce conseil (p. 2020); propositions du conseil en matière de recherche et consultation en matière de formation (p. 2024, 2025); rôle du conseil scientifique en matière de liaison entre l'enseignement et la recherche (p. 2026, 2027); **article 29** : animation des campus universitaires; pouvoir consultatif du conseil; orientations des politiques de formation initiale (p. 2031); propose une rectification de l'amendement n° 102 de la commission; révision périodique de ces orientations (p. 2032); retire cet amendement (p. 2036); **après l'article 29** : proposition de création d'un nouveau conseil par M. Alain Madelin (p. 2039); **article 30** : pluridisciplinarité (p. 2044); ses observations sur l'amendement n° 1276 de M. Alain Madelin (p. 2045); projet de formation (p. 2048); existence d'U.E.R. à caractère pluridisciplinaire; pluralisme des disciplines (p. 2052); son sous-amendement n° 1881 à l'amendement n° 341 du Gouvernement (insérant le mot « secondaire » après le mot « ordonnateur » dans cet amendement) [4 juin 1983] (p. 2070); adopté (p. 2072); en qualité de député : **article 40** : vote du budget en équilibre réel; autonomie financière des universités; délibérations relatives aux emprunts [7 juin 1983] (p. 2215); **article 41** : activités de recherche; procédure de coopération entre établissements et rattachement de certains établissements (p. 2224); en qualité de rapporteur suppléant : **article 41** : travail accompli par le rapporteur (p. 2230); intégration se faisant à la demande des établissements; intégration de l'école supérieure de chimie de Mulhouse à l'université du Haut-Rhin en 1975 (p. 2232); diplômes nationaux (p. 2234); date d'intervention du recteur-chancelier pour déterminer les modalités du contrôle des connaissances (p. 2237); **article 42** : délibérations statutaires (p. 2239); **article 43** : groupements d'intérêt public (p. 2241); **article 44** : loi de décentralisation; rôle du tribunal administratif (p. 2243); procédure d'approbation pour certaines délibérations à caractère financier (p. 2244); similitude des démonstrations de M. Jacques Toubon et du rapporteur (p. 2246); lien entre le pouvoir de suspension et l'illégalité de la décision contestée; contradiction entre des amendements de l'opposition (p. 2247, 2248); **article 45** : délai d'information du conseil par le ministre [8 juin 1983] (p. 2261); **article 46** :

TABLE NOMINATIVE

rôle de l'inspection générale (p. 2263); chambres régionales des comptes (p. 2264); **avant l'article 47** : terme d'« usager » (p. 2267); **article 47** : dédie une chanson de Georges Brassens à M. Alain Madelin; notion de communauté universitaire (p. 2268); protestation contre le texte (p. 2269); composantes de la communauté universitaire (p. 2270, 2271); **article 48** : position de M. Jean Foyer sur divers points; droit à l'information; différences de conception à l'égard de l'université (p. 2273); modalités d'exercice de la liberté d'information (p. 2276); **article 52** : disparition de la catégorie des étudiants qualifiés; statut d'enseignant chercheur; mise à la disposition d'enseignants du second degré (p. 2321); possibilité de nommer des chargés d'enseignement ayant une autre activité professionnelle (p. 2322); **article 54** : son amendement n° 1942 (substituant aux mots « hiérarchie des corps d'enseignants chercheurs » les mots « hiérarchie des enseignants chercheurs ») : non soutenu [9 juin 1983] (p. 2347); **article 62** : articulation de la planification au niveau national et régional (p. 2368); enseignements supérieurs spécialisés (p. 2369); **après l'article 67** : son sous-amendement n° 2120 à l'amendement n° 146 de la commission (substituant aux mots « nouvelles filières de formation » les mots « nouvelles formations » à la fin de cet amendement) : adopté [10 juin 1983] (p. 2418).

Deuxième lecture, discussion générale : qualité de la science; ouvrage de M. Laurent Schwartz; nomination des directeurs des grandes écoles [9 décembre 1983] (p. 6254); légitimité du débat; risque de politisation et de syndicalisation excessives; représentation proportionnelle; association pour la qualité de la science; professionnalisation; sélection; réforme du premier cycle; formation professionnelle des enseignants; proportion des étudiants inscrits dans des formations d'enseignants qui réussissent; formation pédagogique des futurs maîtres (p. 6255); organisation de dominantes dès le premier cycle; pluridisciplinarité; notion d'université; vocation de lieu de culture générale de l'université (p. 6256).

Discussion des articles : **avant l'article 22, article 22, avant l'article 23** : défend les amendements de la commission [10 décembre 1983] (p. 6327); **article 28** : place de certaines catégories de personnels au sein du conseil scientifique (p. 6338); **article 30** : souplesse dans la définition des unités (p. 6345); **article 36** : politique et université; représentation proportionnelle (p. 6353); **article 37** : composition du conseil scientifique (p. 6354); tâches d'enseignement et de recherche; son hostilité à l'institution d'un collège distinct pour les enseignants (p. 6355).

Explications de vote : intérêt du débat; qualité de la science; vote positif du groupe socialiste; sélection; professionnalisation; premiers cycles; pluridisciplinarité (p. 6370); soutien du groupe socialiste à M. Alain Savary (p. 6371).

Troisième lecture, explications de vote : propos tenus par l'opposition; pluridisciplinarité; vote positif du groupe socialiste [20 décembre 1983] (p. 6868).

Son fait personnel : indique qu'il a précisé les sources de ses interventions; intervention de M. Jacques Toubon ayant consisté à lire intégralement des phrases d'un article de presse sans citer son auteur [7 juin 1983] (p. 2226).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1480).**

Première lecture, discussion des articles : **article 24** : son sous-amendement n° 281 à l'amendement n° 26 de la commission (plans régionaux de développement des formations de l'enseignement supérieur) [25 juin 1983] (p. 3177); adopté après modification (p. 3180).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service hospitalier (n° 1722).**

Première lecture, discussion générale : budget global; statut des cliniques privées; départements; personnel hospitalier; nécessité de revoir la composition des conseils d'administration [10 octobre 1983] (p. 3942).

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique industrielle et débat sur cette déclaration (n° 1742).**

Discussion : memorandum français transmis à la C.E.E. [11 octobre 1983] (p. 4020); capacités de recherche; points forts de l'industrie française; circuits intégrés; préparation du 9^e Plan; conditions de la réussite dans le domaine des

industries de pointe, notamment formation professionnelle; nombre d'emplois dans l'industrie européenne des technologies de l'information d'ici à 1990 (p. 4021).

— **Projet de loi de finances pour 1984 (n° 1726).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports. — *Discussion générale* : augmentation des actions en faveur de la jeunesse; opération « jeunes volontaires »; opération « été 1983 »; préparation des jeux Olympiques; modernisation des centres de vacances; nécessité de créer des lieux pour tous; aide aux associations [26 octobre 1983] (p. 4565).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : création d'un mouvement fondé sur la responsabilité plus que sur l'assistance; formes d'hébergement des personnes âgées; hospitalisation indue des personnes âgées en milieu psychiatrique [9 novembre 1983] (p. 5090); rénovation des hospices; modération des investissements hospitaliers; développement du maintien à domicile (p. 5091).

Education nationale. — *Discussion générale* : questions : notion de professionnalisation; formation des professeurs des collèges et des lycées [14 novembre 1983] (p. 5223, 5224).

Economie, finances et budget, consommation. — *Discussion générale* : budget de la consommation [15 novembre 1983] (p. 5251); politique contractuelle; politique de sécurité des consommateurs; création d'une cellule d'urgence en matière de consommation; concertation et information; politique de soutien aux associations de consommateurs; information; extension de la sphère de la marchandise à l'ensemble de la vie sociale selon Karl Marx (p. 5252).

Industrie et recherche, énergie. — *Discussion générale, rapporteur pour avis* : filière électronique; recherche fondamentale; statut des personnels de recherche [15 novembre 1983] (p. 5270); observations formulées par la commission; investissement; stabilité du recrutement des personnels de recherche; recherche en sciences humaines; projet de création d'un organisme public de diffusion des publications scientifiques; programmes mobilisateurs; électronique; informatique; coopération dans la recherche européenne (p. 5271).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale* : questions : personnels des centres de chèques postaux; réseaux de collecte de fonds par les postes; développement du travail à temps partiel dans les centres de chèques [16 novembre 1983] (p. 5359, 5360).

— **Projet de la loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprises et un congé sabbatique (n° 1718).**

Première lecture, discussion générale : liberté d'entreprendre et création d'entreprises [23 novembre 1983] (p. 5643); nombre des emplois créés grâce aux créations d'entreprises en 1982; répartition entre le temps de travail et le temps choisi; obstacles à l'application du texte; indique qu'il votera ce texte (p. 5644).

— **Projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (n° 1784).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une meilleure gestion de la répartition entre le temps de travail et le temps choisi; conciliation de la vie familiale et professionnelle; problème de la protection sociale des bénéficiaires; cas des entreprises de moins de cent salariés; partage du travail [24 novembre 1983] (p. 5671).